

Europe

LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE FACE AUX DÉFIS EUROPÉENS

Ernst Stetter

09/12/2025

En mai 2025, le changement de gouvernement en Allemagne a semblé ouvrir une nouvelle ère dans les relations franco-allemandes, réveillant les espoirs de nouveaux progrès de la politique européenne. Pourtant, les défis – politiques, économiques et géopolitiques – auxquels l'Europe est confrontée sont nombreux. La coopération franco-allemande sera-t-elle au rendez-vous ? Ernst Stetter, conseiller spécial du président de la Fondation Jean-Jaurès pour l'Europe, livre ici son analyse.

Le changement de gouvernement allemand en mai 2025 a été perçu au sein de l'Union européenne comme une nouvelle opportunité de revitaliser le moteur franco-allemand afin de faire progresser la politique européenne. Depuis lors, le chancelier Friedrich Merz et le président français Emmanuel Macron se sont rencontrés à plusieurs reprises. Cependant, les défis politiques, économiques et géopolitiques actuels en Europe semblent plutôt entraver la coopération franco-allemande.

Les enjeux politiques et économiques en France et en Allemagne

Non seulement la guerre en Ukraine, les turbulences géopolitiques engendrées par la politique erratique du président américain et la situation à Gaza, mais surtout les difficultés politiques internes rencontrées en France et en Allemagne se sont révélées être des obstacles persistants à l'établissement d'une nouvelle dynamique franco-allemande au sein de l'Union européenne. Le partenariat franco-allemand, autrefois considéré comme le moteur de l'Union européenne, ayant notamment favorisé l'intégration du marché unique et d'autres initiatives européennes majeures, s'est enlisé. Paris et Berlin, accaparés par leurs propres crises politiques, ont vu leur collaboration se heurter à des obstacles considérables.

Dès l'entame de son mandat, le chancelier Friedrich Merz a cherché à minimiser l'impact des turbulences politiques françaises sur l'Allemagne. Il a mis en avant son engagement envers l'intégration européenne et sa connaissance approfondie de la France, espérant ainsi insuffler une

nouvelle dynamique aux relations bilatérales. Le président français, quant à lui, nourrissait l'espoir de trouver en Merz un interlocuteur plus favorable à ses propositions d'un approfondissement de la coopération européenne.

Cependant, un malaise croissant s'installe en Allemagne face à l'instabilité politique française. L'impasse actuelle en France suscite de vives inquiétudes. L'Allemagne s'interroge sur la nécessité de poursuivre sa propre voie en Europe, car la France ne semble plus constituer le partenaire fiable qu'elle représentait autrefois.

La situation en Allemagne n'est guère plus encourageante. L'ancien chancelier Olaf Scholz, à la tête d'une coalition tripartite complexe, a quitté ses fonctions au début du mois de mai 2025. Il a été confronté à de multiples reprises à des impasses sur sa politique économique et sociale, tant au niveau national qu'europpéen, notamment en matière de politique climatique et budgétaire. À Bruxelles et au-delà, le terme « vote allemand » a circulé, désignant l'impossibilité de parvenir à des compromis au niveau européen dans la quasi-totalité des politiques européennes.

La coalition dirigée par Olaf Scholz s'est dissoute en novembre 2024, en raison de l'impossibilité de parvenir à un consensus budgétaire entre les trois partenaires¹. Simultanément, le président de la République française, Emmanuel Macron, a perdu sa majorité parlementaire suite à la convocation d'élections anticipées à l'été 2024, consécutive à la victoire de l'extrême droite française aux élections européennes.

L'économie allemande traverse une période de difficultés persistantes depuis plusieurs années, se rapprochant d'une récession profonde. Cinq ans après le déclenchement de la pandémie de Covid-19, la demande intérieure demeure faible et les investissements des entreprises sont toujours inférieurs au niveau enregistré en 2019. L'incertitude économique persiste, exacerbée par les coûts énergétiques élevés, une infrastructure dégradée, une bureaucratie excessive et une pénurie de main-d'œuvre qualifiée et de capital. Cette situation inédite résulte des années Merkel et de sa politique de rigueur budgétaire. Les décisions d'investissement sont freinées, entraînant une consommation des ménages faible, inférieure de plus de 2% à son niveau pré-crise. Par conséquent, en cette fin d'année 2025, les carnets de commandes de l'industrie sont faibles et les commandes internationales offrent peu de perspectives d'amélioration. Les constructeurs automobiles allemands annoncent tous des pertes significatives en raison de l'effondrement de leurs marchés en Chine, imputable à une offre excédentaire de modèles non électriques. Il est peu probable que la situation s'améliore rapidement. Le modèle économique allemand, reposant sur l'exportation massive de biens manufacturés, semble en profonde crise. Afin de répondre à ces défis, l'Allemagne a lancé un ambitieux programme de modernisation, notamment de ses

infrastructures et des capacités de défense de son armée (la « Bundeswehr² »). Le financement de ce programme d'infrastructures s'appuie sur un endettement hors budget de 500 milliards d'euros sur une période de cinq ans. Simultanément, la Bundeswehr envisage une modernisation de ses capacités opérationnelles avec un budget « hors *Schuldenbremse*³ » estimé à environ 377 milliards d'euros.

L'Allemagne et plus largement l'Europe se trouvent confrontées à des défis d'une ampleur considérable nécessitant des investissements significatifs et une nouvelle dynamique politique en faveur de l'approfondissement de l'intégration européenne. Dans son **rapport** fondamental sur les perspectives de l'économie européenne de septembre 2024, Mario Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne, a préconisé une augmentation annuelle des dépenses des États membres de l'Union européenne (UE) à hauteur de 800 milliards d'euros, soit plus de 4% du produit intérieur brut (PIB) de l'UE, afin de répondre aux impératifs en matière de défense, de neutralité climatique et, plus particulièrement, de compétitivité économique. Le rapport Draghi semble susciter un accueil favorable à Bruxelles et dans d'autres capitales européennes, bien que sa mise en œuvre soit entravée par un déficit de volonté politique. La France, en particulier, rencontre des difficultés à contribuer efficacement à la résolution de ces enjeux. En effet, le montant consacré au service de sa dette, soit 67 milliards d'euros par an en 2026, dépasse celui alloué à sa défense⁴. Ce déséquilibre est également manifeste dans le cadre de l'aide militaire fournie à l'Ukraine, où les contributions de l'Allemagne dépassent largement celles de la France.

Malgré ces difficultés, un partenariat franco-allemand solide et revitalisé reste l'alternative crédible au niveau européen. Ayant quitté l'Union européenne, le Royaume-Uni est confronté à une instabilité politique qui limite sa capacité à promouvoir simultanément un agenda européen en matière de compétitivité et de réarmement. De plus, la Pologne et l'Espagne sont engagées dans leurs propres processus de stabilisation interne tandis que l'Italie, à l'instar de la France, est soumise à des contraintes budgétaires importantes.

Les deux discours prononcés par Emmanuel Macron à la Sorbonne, sa doctrine du réarmement, le paradigme français d'autonomie stratégique et son appel à une Europe plus forte et résiliente ont profondément influencé les discussions politiques européennes ces dernières années. Néanmoins, nombre des mesures d'intégration visant à renforcer la souveraineté européenne, préconisées par le président Macron, n'ont pas été concrétisées, ce qui constitue aujourd'hui un vrai défi pour l'Europe. Le gouvernement d'Olaf Scholz, en particulier, a souvent été perçu du côté français comme excessivement prudent. Cela malgré les efforts considérables déployés par l'Allemagne pour renforcer sa capacité militaire et se préparer à la nouvelle ère géopolitique, dans le cadre de ce qu'elle qualifie de « *Zeitenwende*⁵ ».

Afin de saisir pleinement cette transformation majeure, il convient de rappeler que l'Allemagne a redécouvert, en février 2022, suite à l'agression russe en Ukraine, sa dépendance au parapluie nucléaire américain. Parmi les premières mesures politiques adoptées figure l'acquisition d'appareils aériens destinés à transporter des bombes nucléaires américaines déployées sur le territoire allemand dans le cadre du partage nucléaire avec les États-Unis au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan). La question du partage nucléaire demeure le pilier central de la politique de défense allemande, en l'absence d'une alternative européenne viable. Il est parfois oublié en France que cette politique implique également de nombreux autres acteurs. Ainsi, l'agression de la Russie contre l'Ukraine a surpris tant l'Allemagne que la France, mais probablement l'Allemagne dans une mesure bien plus importante. À Berlin, les débats relatifs à la livraison des différents types d'armements révèlent une appréhension quant à une possible escalade et, depuis le retour de Donald Trump au pouvoir, une crainte de ne plus être au diapason avec la puissance protectrice, à savoir les États-Unis.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Les défis posés par les instabilités géopolitiques

Les instabilités politiques illustrent ce profond bouleversement en Europe. Malgré le retour de la guerre sur le continent, les garanties de sécurité américaines se sont avérées moins fiables, exerçant ainsi une pression accrue sur des budgets et des gouvernements déjà fortement sollicités. Cette situation est particulièrement préoccupante dans les domaines où des tensions persistent depuis plusieurs années, comme les grands projets de défense communs. L'exemple le plus récent est celui des graves problèmes rencontrés par la France et l'Allemagne dans la réalisation du projet d'un nouvel avion de combat, le SCAF (Système de combat aérien du futur), qui devrait être développé par les industriels Dassault et Airbus.

Dans le contexte géopolitique actuel, marqué par une instabilité croissante, la nécessité d'un partenariat franco-allemand renouvelé se fait plus pressante que jamais. Ce partenariat est essentiel pour élaborer en Europe des solutions innovantes face aux autres grandes puissances mondiales. Friedrich Merz se montre hésitant quant à une coopération strictement franco-

allemande et insiste sur l'importance d'élargir l'axe politique. Il propose ainsi la création d'un groupe réunissant l'Allemagne, la France, la Pologne et le Royaume-Uni. L'objectif principal de son initiative est de développer une stratégie de défense européenne commune et de soutenir activement l'Ukraine dans sa quête d'une résolution du conflit face à l'agresseur russe. Il est évident que l'Allemagne devrait jouer un rôle de premier plan dans une telle politique de défense européenne. Cette nécessité est d'autant plus manifeste après les déclarations préoccupantes du vice-président américain, J.D. Vance, lors de la conférence de Munich sur la sécurité en février dernier. Il y a souligné que sous la présidence de Donald Trump, les États-Unis vont adopter une stratégie visant à fragiliser le soutien au sein du partenariat transatlantique. Friedrich Merz, quant à lui, se dit prêt à déployer tous les efforts nécessaires pour maintenir les États-Unis au sein du partenariat, indépendamment de la politique menée par Donald Trump. À l'inverse, Emmanuel Macron préconise l'adoption d'une souveraineté européenne autonome, affranchie de l'influence des États-Unis.

La responsabilité européenne de la France et de l'Allemagne

Il convient de s'interroger sur la possibilité pour la France et l'Allemagne de renforcer leur coopération bilatérale. Le concept de couple franco-allemand, tel qu'il a été formalisé par le traité de l'Élysée en 1963, trouve son origine dans la dynamique historique du pouvoir entre les deux nations après la Seconde Guerre mondiale. Au départ, l'équilibre des pouvoirs entre l'Allemagne et la France a façonné la relation franco-allemande. Leur rivalité historique et leurs guerres sanglantes centenaires ont donné naissance à la volonté de rapprochement entre les deux nations. Ce rapprochement bilatéral, ainsi que le projet d'intégration européenne visant une parité franco-allemande, a été adopté comme voie de résolution pacifique. Ce pari a été remporté.

Au niveau européen, la responsabilité singulière de la France et de l'Allemagne dans le projet européen souligne leur rôle unique en tant que membres fondateurs de l'Union européenne, notamment dans la promotion de l'intégration. Sur la scène mondiale, leur rôle de modèle de réconciliation entre deux anciens adversaires constitue un atout considérable pour la promotion du modèle d'intégration européenne et le renforcement de sa légitimité auprès des autres acteurs internationaux. L'analyse d'une carte de l'Union européenne révèle la position stratégique de la France et de l'Allemagne, au carrefour des différents espaces géographiques. Pour des raisons géographiques et historiques, il n'existe actuellement aucune alternative viable à cet axe franco-allemand, tant que l'on s'inscrit dans le paradigme d'une intégration européenne toujours plus approfondie. Cette position géographique a permis à la relation franco-allemande de s'imposer au sommet de la hiérarchie du pouvoir au sein du projet européen.

Cependant, ce moteur franco-allemand au sein de l'Union européenne rencontre de plus en plus d'obstacles à son efficacité opérationnelle. Plusieurs facteurs politiques expliquent cette situation. Tout d'abord, la nouvelle rivalité entre la France et l'Allemagne, consécutive à l'unification allemande, a entraîné un déplacement du centre de gravité de l'Union vers l'Allemagne, notamment suite à l'élargissement de l'Union européenne vers l'est. Par ailleurs, l'Allemagne a fait preuve d'une plus grande ouverture à la mondialisation, soutenue par sa puissance économique, comparativement à la France, qui demeure davantage marquée par son héritage d'après-guerre.

Le couple franco-allemand s'est érigé en instrument dissimulant l'asymétrie géopolitique entre la France et l'Allemagne, tout en assurant un fonctionnement quotidien respectable et conforme aux traités internationaux. Des conseils conjoints des ministres et des réunions régulières de l'Assemblée nationale et du Bundestag sont organisés, sans toutefois aboutir à des décisions majeures et contraignantes. Cette situation pourrait expliquer la récurrence des crises au sein de l'Union européenne. Depuis plusieurs années, aucune des crises ou problématiques actuelles ne peut être résolue de manière efficace. L'exemple le plus probant est la politique climatique, communément désignée sous le terme de « Green Deal ». À peine adoptées à Bruxelles, les mesures sont déjà remises en question en raison d'un manque de leadership, notamment de la part de la France et surtout de l'Allemagne. D'autres politiques sont également conduites par des compromis fragiles et temporaires, conséquence des divergences croissantes entre les États membres. La politique migratoire illustre parfaitement ce manque de volonté politique forte pour identifier et mettre en œuvre un compromis efficace. Autre exemple : l'accord négocié de longue date avec le Mercosur reste non ratifié en raison des réticences de la France.

Surmonter les obstacles pour progresser

Donc, le rôle du couple franco-allemand devient de plus en plus déclaratoire et de moins en moins opérationnel, ce qui explique la difficulté croissante de résoudre les multiples crises de l'Union européenne.

Le rôle de leader européen est remis en question par les autres États membres de l'Union européenne. Afin de surmonter cette impasse, une nouvelle dynamique franco-allemande devra s'adapter aux nouvelles réalités géopolitiques, et prendre en considération notamment l'orientation des États-Unis vers l'Asie, l'affirmation de la Chine comme acteur économique et politique dominant, et l'utilisation de la force militaire par la Russie pour tenter de se rétablir géopolitiquement. Ces défis constituent des exigences impérieuses pour une renaissance du couple franco-allemand au sein de l'Union européenne.

Actuellement, le partenariat franco-allemand est malheureusement entravé par des crises politiques internes. L'instabilité politique française et les difficultés économiques allemandes freinent une relance efficace de la coopération. L'asymétrie de pouvoir entre la France et l'Allemagne, exacerbée par les nouvelles réalités géopolitiques, complexifie le fonctionnement du couple franco-allemand et, par conséquent, la résolution des multiples exigences européennes.

Depuis plusieurs décennies, le principal défi auquel l'Europe est confrontée réside dans sa réticence à progresser vers une union politique plus approfondie, malgré de nombreuses opportunités propices. L'aboutissement de l'intégration européenne demeure tributaire d'une volonté politique déterminée et d'un leadership fort. Malgré leur part de responsabilité dans la situation actuelle, l'Allemagne et la France conservent une capacité de surmonter les obstacles et de faire avancer l'Union européenne.

1. SPD, Verts et Libéraux du FDP.
2. L'armée allemande, mot traduit en français par « Forces de défense fédérales ».
3. Le frein à la dette (*Schuldenbremse*) est une disposition constitutionnelle allemande instaurée lors de la crise financière mondiale de 2009 afin de garantir la stabilité financière du pays.
4. « La dette française en 2025 : les principaux chiffres », [Vie publique](#), 17 juillet 2025.
5. *Die Zeitenwende*, ou « le changement d'époque » en français, est au centre de la politique du chancelier Olaf Scholz depuis la guerre en Ukraine et s'est traduit dans diverses politiques [NDLR].